

Intervention de S.E. Monsieur Jean Asselborn
Ministre des Affaires étrangères et européennes du Luxembourg

OSCE Conférence méditerranéenne 2015
Jordanie, le 20 octobre

Monsieur le Président,

Je tiens tout d'abord à remercier les autorités jordaniennes pour l'accueil chaleureux qu'ils nous ont réservé à l'occasion de cette Conférence.

Un dossier prioritaire de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne est celui de la migration.

Selon les données du HCR, la seule Jordanie compte environ 630,000 réfugiés syriens. A l'instar de l'hospitalité extraordinaire de la Jordanie, du Liban et de la Turquie, le flot continu de migrants nous met face à nos responsabilités. Il nous rappelle l'importance de la dimension méditerranéenne pour la sécurité et la stabilité en Europe, reconnue notamment dans l'Acte final d'Helsinki.

Il nous faut reconnaître qu'aucun pays n'est capable d'affronter seul cette crise sans précédent des migrants et des réfugiés. Le repli sur soi ne saurait être une solution. Tous doivent accomplir un effort en fonction de leur richesse et de leurs capacités. Je voudrais appeler les Etats du Golfe à poursuivre leurs efforts en faveur des réfugiés.

Ce n'est que tous ensemble, pays d'origine, de transit et d'accueil des migrants, que nous saurons apporter une réponse au défi posé par les mouvements migratoires dans le bassin méditerranéen. Ce n'est qu'en ancrant fermement notre action dans le respect de nos engagements internationaux que nous saurons trouver une solution digne de nos valeurs communes. Nous devons continuer à renforcer la coopération entre l'OSCE et ses 6 pays partenaires de la Méditerranée. L'OSCE nous offre un cadre de coopération qu'il faut pleinement utiliser.

On ne peut pas se contenter de gérer la crise, d'en traiter les symptômes; il faut s'attaquer aussi aux causes profondes des migrations et des flux de réfugiés ; aux conflits et à la violence, aux persécutions et aux violations des droits de l'homme, à l'impunité.

Monsieur le Président,

Depuis plus de quatre ans maintenant, la Syrie est devenue synonyme de guerre et d'exode.

Un Syrien sur deux a dû abandonner son foyer. Des crimes de guerre sont commis chaque jour en toute impunité.

Une solution au conflit ne peut être que politique. Il faut enfin que les négociations commencent en vue d'aboutir à une transition politique. Le sort du peuple syrien, la stabilité de la Syrie, de ses voisins, de la région, et au-delà, en dépend. Les puissances extérieures qui influencent les parties combattantes devraient, au lieu de soutenir financièrement la guerre, œuvrer pour une solution politique entre les modérés ; la seule façon de résoudre ce conflit. Certains groupes djihadistes continuent à être financés par certains Etats, tandis que d'autres prêtent main forte au régime et aux groupes chiites. Je suis convaincu que la clé pour la résolution du conflit réside en un rapprochement entre l'Arabie Saoudite et l'Iran au niveau régional, mais également entre les Etats-Unis et la Russie au niveau international.

Monsieur le Président

L'actualité tragique en Syrie, en Iraq, mais aussi en Libye, et ses répercussions en Europe nous montrent que la communauté internationale doit travailler ensemble pour stopper la barbarie destructrice du groupe terroriste Daech. Que ce soit au niveau de la prévention de la radicalisation, de l'échange d'informations, de la lutte contre le phénomène des combattants terroristes étrangers ou de la lutte contre le financement du terrorisme.

Je me dois d'évoquer une autre tragédie: le conflit israélo-palestinien.

La situation est extrêmement préoccupante. C'est l'absence totale d'horizon politique crédible qui a mené aux violences actuelles faisant ressurgir le spectre d'une troisième intifada. La violence et le désespoir ne font que grossir les rangs des extrémistes des deux côtés, qui se nourrissent mutuellement par leurs actes et leurs propos incendiaires.

La solution à deux Etats reste la seule solution qui soit juste et morale pour les deux parties.

Il est évident à mes yeux que la sécurité de l'Etat d'Israël dépendra de la création à ses côtés d'un Etat de Palestine souverain et démocratique.

Monsieur le Président,

La solution globale à la question du nucléaire iranien à laquelle les E3+3 et l'UE sont parvenus au bout de plusieurs années de négociations avec l'Iran montre qu'il ne faut pas désespérer de la capacité de la diplomatie à résoudre les problèmes les plus épineux. Nous espérons donc que l'application intégrale et rigoureuse du plan d'Action globale commun adopté le 14 juillet marquera un tournant fondamental pour la paix et la sécurité de la région.

Monsieur le Président,

L'OSCE avec son approche compréhensive de sécurité est parmi les mieux placés pour agir dans ce sens. Son approche multidimensionnelle lui permet de formuler une stratégie de long terme pour répondre aux défis que nous réserve la migration, en prenant compte des différentes sources d'insécurité qui sont les causes fondamentales de déplacement et de migration, y inclus les conflits, les abus des droits de l'homme et la pauvreté.

Je vous remercie et je passe maintenant la parole à la Sous-secrétaire générale du SEAE.